



Imène MAHARZI
Présidente de FAIR

« Le changement d'échelle viendra probablement moins d'un instrument miracle que de notre capacité à élargir à la fois les besoins financés, les modèles soutenus et les publics qui participent à cette finance »

ÉDITO

À la lecture des dernières tendances de la finance solidaire, quels signaux vous paraissent aujourd'hui les plus encourageants, et quels défis restent à relever ?

En 2025, la finance solidaire confirme sa solidité : 34 milliards d'euros d'encours, en hausse de 15 %, avec 2,5 milliards d'euros de souscriptions nettes. Cette dynamique se traduit concrètement par 852 millions d'euros de financements solidaires déployés sur l'année, pour 1 800 projets. Ces 34 milliards d'euros représentent seulement 0,52 % de l'épargne financière des Français, avec plus de la moitié des encours concentrés sur l'épargne salariale. **La finance solidaire fonctionne à grande échelle dans certains dispositifs, mais reste loin d'être un réflexe d'épargne accessible. En faire une composante significative du financement de notre économie reste un enjeu majeur.**

Face à l'intensification des besoins sociaux et environnementaux et à la contraction des financements publics, quel rôle la finance solidaire doit-elle désormais assumer ?

Il serait dangereux de répondre au recul des financements publics par un simple transfert vers l'épargne privée. La finance solidaire n'a pas vocation

à se substituer à l'action publique. Elle peut en revanche assumer sa spécificité : **financer ce que les mécanismes conventionnels sous-financent**, du fait de trajectoires plus longues, de modèles atypiques ou d'une utilité largement collective.

Cela ouvre un chantier sur les complémentarités entre argent public, philanthropique, bancaire, citoyen et investissement de long terme : il s'agit aussi de construire des architectures adaptées aux temporalités et aux risques. La finance solidaire a historiquement ouvert des voies considérées comme marginales. Rester pionnière se jouera aussi là où le financement manque.

Quels besoins, publics et modèles de financement la finance solidaire doit-elle encore explorer pour agir là où les circuits traditionnels ne suffisent pas ?

La finance solidaire place précisément au cœur de sa raison d'être le financement de réponses adaptées aux besoins sociaux et environnementaux, y compris lorsque les modèles conventionnels de financement trouvent plus difficilement leur place. Comment mieux accompagner la prévention, le soin, l'adaptation des territoires, le logement, la préservation des ressources ou la cohésion sociale, lorsque leurs

bénéfices apparaissent sur le temps long, sont répartis entre plusieurs acteurs, ou n'ont pas vocation à être intégralement monétisés ni pris en charge par la seule sphère marchande ?

Parmi les réponses : capital patient, garanties, quasi-fonds propres, financements mixtes, investissement citoyen et coopération entre bénéficiaires et financeurs. FAIR publiera prochainement une enquête sur le profil des épargnants solidaires, pour mieux comprendre qui les choisit, par quels canaux, et quels publics restent à l'écart.

L'investissement direct dans les entreprises solidaires représente déjà près de 1,3 milliard d'euros, notamment via les foncières solidaires, et montre qu'un lien direct peut se créer entre épargnants et économie réelle. **Le changement d'échelle viendra probablement moins d'un instrument miracle que de notre capacité à élargir à la fois les besoins financés, les modèles soutenus et les publics qui participent à cette finance.**

En 2027, le label Finansol fêtera ses 30 ans. Que doit réinventer la finance solidaire pour rester pionnière face aux défis des trente prochaines années ?

Se projeter trente ans plus loin, en 2057, est vertigineux. Face aux trajectoires climatiques, à l'effondrement de la biodiversité, aux tensions sociales, aux fragilités territoriales et à la polycrise, il serait présomptueux de prétendre savoir précisément à quoi devra ressembler la finance solidaire. Cela invite à l'humilité.

Nous savons en revanche que nous aurons davantage besoin de structures capables de prévenir, protéger, réparer ou relier. Beaucoup continueront à se heurter aux mêmes objections : modèles trop complexes, développement trop lent, rentabilité insuffisante, impact difficile à standardiser, liquidité incertaine. **Le risque serait que, par glissements progressifs, ne soit alors**

financé que « l'impact finançable », celui qui rassure parce qu'il ressemble aux modèles classiques, celui que la finance traditionnelle saura de mieux en mieux financer.

Pour FAIR, rester pionnier pourrait consister moins à prédire les produits des trente prochaines années qu'à préserver une capacité collective d'exploration, tout en diffusant ce qui fonctionne déjà pour mobiliser davantage d'épargne. La diversité des membres de FAIR, de leurs métiers, territoires et expériences constitue un atout majeur. La coopération permet de confronter les points de vue, comprendre les risques et partager nos apprentissages avec l'écosystème, en France et au-delà.

Depuis près de 30 ans, le label Finansol joue un rôle clé. Dans des temps plus flous et incertains, ce rôle d'infrastructure de confiance devient d'autant plus critique. **L'ambition à terme pourrait être plus audacieuse : sortir progressivement d'une logique d'exception entre finance « solidaire » et finance « classique », et contribuer ainsi à déplacer le barycentre des normes de financement.**

À l'horizon 2057, dans un monde plus chaotique, l'enjeu est peut-être moins de savoir exactement où nous allons que de préserver notre capacité collective à apprendre, coopérer et financer efficacement, au service d'une économie plus humaine, plus respectueuse du vivant, qui retisse du lien là où les chocs fracturent et permette à chacun de refaire pleinement société.